REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 17 au 23 août 2021

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Sécurité maritime 2
- Madagascar : plus de 80 bateaux étrangers pêchent illégalement

1.2 Economie bleue.....3
- Économie Bleue : l'ambassade de France lance un appel à projets

1.3 Concours photo: Changement Climatique.....4
- PHOTOGRAPHIE- La participation au « Concours photo contest » prorogée jusqu'au 31 Août
- Concours photo régional : Les îles face au changement climatique comme thème principal

2. Centres d'Intérêts

2.1 Sécurité maritime.....6
- La Chine rejoint les flottes étrangères exploitant discrètement les eaux de Madagascar

2.2 Changement climatique.....7
- Les Comores face aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques
- Changement climatique : l'humanité, à la fois cause de solution
- Famine à Madagascar: MSF maintient ses opérations d'aide
- Le Royaume-Uni s'engage à soutenir Maurice dans ses défis liés au changement climatique

2.3 Energies renouvelables..... 11
- Énergies renouvelables : Un palier à franchir

2.4 Pêche.....12
- Ressources halieutiques : Mise en valeur de la pisciculture

2.5 Tourisme.....13
- 5 super beaches in Seychelles to cure you from the COVID travel blahs

2.6 Coopération.....14
- Vers un renforcement des capacités institutionnelles de l'ACCI

2.7 Société.....15
- Les prix à la consommation augmentent de 0,3% en juillet 2021

Madagascar : plus de 80 bateaux étrangers pêchent illégalement



Les océans comme le ciel sont dépourvus de frontières. Aucun mur n'enferme un poisson ou un oiseau. Les délimitations humaines sont virtuelles. La surexploitation ou la pollution d'une zone de notre planète a un impact direct dans le voisinage. Les révélations de Vivafrik concernant une recrudescence de bateaux de pêche, pirates, dans les eaux malgaches touchent indirectement La Réunion et Mayotte.

Le portail d'information spécialisé dans la protection de l'environnement, l'eau et de la surveillance de l'industrie en Afrique nous apprend que quatre-vingt-quatre navires en action de pêche ont été comptabilisés dans la Zone Économique Exclusive (ZEE) de Madagascar ces deux dernières années. Cette information a été révélée par l'Organisation non-gouvernementale, Global Fishing Watch. Cette ONG suit en temps réel les mouvements des navires de pêche dans le monde. Elle nous apprend que la majorité des bâtiments sont immatriculés en Asie et que deux des pirates ont jeté l'ancre dans des ports de la Grande île, sans être arraisonnés.

Les eaux malgaches pillées par les prédateurs environnementaux

Ces révélations n'étonnent personnes. Madagascar ne peut pas, seule, assurer la protection de sa ZEE. L'ONG anglaise, Ocean Mind, classe les eaux malgaches comme le territoire le plus écumé de la planète par les prédateurs environnementaux ? Des pays européens, asiatiques et de la zone océan Indien pillent les ressources marines. Forts d'accords, jamais renouvelés, des bateaux de pêche continuent de travailler le long des côtes malgaches, précise ce 19 août 2021 L'Express de Madagascar. Des thoniers senneurs œuvrent sans difficulté et en toute illégalité. Ils disposent de moyens électroniques qui leur permettent de passer entre les mailles du filet censés protéger la zone.

Pour remédier à ce fléau**, la Commission de l'océan Indien**, l'Europe et les Etats Unis via les Seychelles renforcent la surveillance. Des bateaux d'interception ont été offerts aux gardes-côtes malgaches. L'armée a également obtenu de nouveaux outils pour contrôler les frontières. Les enjeux sont économiques et écologiques, pour Mada et pour les îles de la zone Sud de l'océan Indien. La chute des captures et de la ressource sont liés à cette prédation incontrôlée.

Plus d'infos cliquez sur les liens :

- https://lexpress.mg/19/08/2021/eaux-territoriales-malgaches-quatre-vingt-quatre-bateaux-soupconnes-de-peche-clandestine/

Économie Bleue : l'ambassade de France lance un appel à projets

Permettre le développement d'entreprises innovantes valorisant l'océan, les littoraux et les ressources qui y sont associées. C'est dans cette optique que l'Ambassade de France à Maurice, avec la collaboration de la Turbine, incubateur d'entreprises du groupe ENL, a récemment lancé un appel à projets. Cette initiative intervient dans le cadre de la présidence française de la Commission de l'océan Indien et de la célébration, par la France cette année de l'Année Bleue de l'océan Indien. Le lancement de cette opération s'est tenue la semaine dernière en présence de Son Excellence Florence Caussé-Tissier, Ambassadrice de France à l'Ile Maurice, Sudheer Maudhoo, ministre de l'Economie bleue, des ressources marines, de la pêche et de la marine et de Deepak Balgobin, ministre des Technologies de la communication et de l'innovation, ministre de tutelle de la Turbine. Ceux qui souhaitent présenter leurs projets ont jusqu'au 30 septembre 2021 pour s'inscrire sur le site de la Turbine.

Plus d'infos cliquez sur les liens :

- http://www.mauriceactu.mu/2021/08/13/lancement-dun-appel-a-projets-pour-developper-des-entreprises-dans-leconomie-bleue/
- https://defieconomie.defimedia.info/article/2417/economie-bleue-lambassade-de-france-et-la-turbine-lancent-un-appel-projets
- https://www.lejournaldesarchipels.com/2021/08/16/un-appel-a-projets-pour-developper-des-entreprises-de-leconomie-bleue/
- https://www.lagazette-mag.io/coi-2021-2022-une-presidence-francaise-engagee-en-faveur-de-leconomie-bleue/amp/



PHOTOGRAPHIE- La participation au « Concours photo contest » prorogée jusqu'au 31 Août

Prévue être close ce jeudi 19 Août, date dédiée à la Journée mondiale de la photographie, la participation au « Concours photo contest » est prorogée jusqu'au 31 Août.

La Commission de l'océan Indien (COI) a annoncé le 18 Août sur sa page Facebook la prolongation du délai de dépôt de candidature au « Concours photo contest ». Ce concours de photographie, ayant pour thème « Les îles face aux changements climatiques : défis, effets, solutions » et devant être clos ce 19 Août, est étendu jusqu'au 31 Août. Cette prolongation donne une occasion à ceux qui ne se sont pas encore décidés à participer de tenter leur chance. La Journée mondiale de la photographie pourrait créer un déclic chez certaines personnes.

Plus d'infos cliquez sur les liens :

- https://www.newsmada.com/2021/08/21/dans-le-cosmos-531/



Concours photo régional : Les îles face au changement climatique comme thème principal



Une photo prise en format panoramique avec un smartphone n'est pas acceptée. (Photo d'illustration)

La commission de l'Océan Indien lance un concours photo aux citoyens et résidents des pays suivants : Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et Zanzibar. Un concours qui vise à sensibiliser le public aux effets du dérèglement climatique dans les îles. Pour y participer, chaque photographe, amateur ou confirmé, doit soumettre une photo forte, originale, racontant une histoire et correspondant aux thèmes : les effets visibles ou ressentis du changement climatique sur l'environnement ou les solutions en matière d'adaptation ou d'atténuation, pour les photographes de plus de 18 ans. Quant aux plus jeunes, c'est-à-dire entre 12 et 17 ans, ils peuvent aussi participer en envoyant une photo correspondant au thème principal : les îles face au changement climatique.

Les conditions de participation. Ce concours photo est ouvert à tous, du moment que le candidat remplit les conditions de participation ; c'est-à-dire être un résident de l'un des pays mentionnés plus haut, et avoir plus de 12 ans. Un formulaire en ligne disponible à l'adresse commissionoceanindien.org/concours-photo-contest doit être dûment rempli pour tous les participants. À noter également qu'un candidat ne peut soumettre qu'une seule photo et indiquer la catégorie dans laquelle il souhaite s'inscrire. Concernant les données techniques des photos acceptées, elles doivent être au format numérique .JPG ou .PNG. De haute résolution, la taille des fichiers ne doit excéder 15 Mo. Quant au format, seuls les formats suivants seront considérés : 16 : 9, 4 : 3 (portrait ou paysage) et carré (1 : 1). Et pour le nom du fichier à transmettre, la commission de l'Océan Indien indique qu'il doit être présenté comme suit : titre-nom-prénom.jpg.

Aux dernières nouvelles, la date limite pour soumettre les photos a été légèrement repoussée. Aussi, ceux et celles qui veulent participer à ce concours photo ont jusqu'au 31 août 2021 pour valider leur participation.

Anja RANDRIAMAHEFA

La Chine rejoint les flottes étrangères exploitant discrètement les eaux de Madagascar

- *Pendant des décennies, des flottes de navires industriels de plusieurs nations ont pêché dans les eaux de Madagascar.*
- *Maintenant, la Chine semble avoir rejoint la frénésie de pêche, envoyant au moins 14 palangriers industriels au cours des dernières années, selon de nouvelles preuves.*
- *Des indices tirés de documents officiels indiquent que le gouvernement malgache a peut-être autorisé ces navires à pêcher, au moins depuis 2019.*
- *Si tel est le cas, le processus d'autorisation n'était pas public, suscitant de nouvelles inquiétudes quant au manque de transparence dans le secteur de la pêche hauturière à Madagascar.*

Ceci fait partie d'une série de deux articles sur la pêche industrielle dans les eaux de Madagascar. La première partie se concentre sur la pêche hauturière; la deuxième partie se penchera sur la pêche côtière.

Sur la côte est de Madagascar, où les habitants pêchent dans des pirogues, un spectateur pourrait facilement supposer qu'il n'y avait rien d'autre que la pêche traditionnelle tout au long de l'océan Indien. Mais ils auraient tort. À perte de vue au-delà de l'horizon, les navires industriels sillonnent les eaux de Madagascar, notamment pendant la saison du thon.

Une telle pêche se poursuit tranquillement depuis des décennies par des navires de plusieurs pays, mais il y a maintenant un nouvel entrant dont la flotte a l'habitude de se livrer à des pratiques de pêche illégales : la Chine. Au cours des dernières années, au moins 14 navires industriels chinois ont probablement pêché dans les eaux de Madagascar, selon une analyse de suivi menée par OceanMind, une organisation à but non lucratif basée au Royaume-Uni et spécialisée dans la conformité maritime et la gestion des pêches.

Des indices tirés de documents officiels indiquent que le gouvernement malgache a peut-être autorisé ces navires à pêcher, au moins depuis 2019. Si tel est le cas, le processus d'autorisation n'était pas public. Bien qu'il n'y ait aucune preuve de corruption, les membres de la société civile sont en alerte en raison d'une série d'accords de pêche irréguliers avec des entreprises soutenues par la Chine ces dernières années et d'une longue histoire de transactions opaques avec des flottes d'autres pays asiatiques et de l'UE.



Les Comores face aux catastrophes naturelles et au changement climatique

Pour mieux se préparer face aux catastrophes naturelles et au changement climatique, la direction générale de la sécurité civile (DGSC) en partenariat avec le PNUD a organisé un atelier du 17 au 20 pour réactualiser le « plan de contingence national », un processus utilisé pour analyser l'impact des crises potentielles afin d'établir des modes d'action à l'avance, pour permettre en temps opportun, d'apporter des réponses appropriées aux besoins de la population mais aussi préserver l'environnement et les infrastructures stratégiques.

Les catastrophes naturelles et le changement climatique sont les sujets qui préoccupent le monde. Les dégâts causés par les aléas hydrométéorologiques, géologiques et épidémiologiques ont poussé la direction générale de la sécurité civile en partenariat avec le PUND de réactualiser le « plan de contingence national ». Un processus utilisé pour analyser l'impact des crises potentielles afin d'établir des modes d'action à l'avance, pour permettre en temps opportun, d'apporter des réponses appropriées aux besoins de la population. Mais aussi préserver l'environnement et les infrastructures stratégiques. Ce travail permettra également, de capitaliser les leçons apprises de la gestion des crises liées au cyclone Kenneth et à la Covid19 qui ont causé des conséquences considérables à l'archipel.

Suite de l'article



Changement climatique : l'humanité, à la fois cause et solution

«Il est sans équivoque que l'influence humaine a réchauffé l'atmosphère, les océans et les terres». Cette affirmation ne contient pas l'ombre d'un doute et elle vient du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) qui a sorti le 9 août dernier, son rapport intitulé « Changements climatiques 2021 : les éléments scientifiques ». Ce langage direct et affirmatif diffère quelque peu des précédents qui parlaient de « très forte probabilité ». C'est que la science ne cesse d'évoluer et les scientifiques peuvent maintenant établir des relations de cause à effet entre les activités humaines et la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles. Inondations en Chine et en Allemagne, vagues de chaleur aux États-Unis, feux en Grèce, en Turquie et en Italie, et chez nous, la sécheresse prolongée dans le Sud, tous ces évènements sont désormais clairement liés aux émissions de gaz à effet de serre résultant de l'activité humaine.

À quoi demain ressemblera-t-il ? Tout d'abord, les températures vont continuer d'augmenter. Selon les scénarii étudiés par le GIEC, les fameux 1.5 degrés Celsius d'augmentation pourraient bien être atteints ou même dépassés entre 2021 et 2040 – selon les estimations plus probablement au début des années 2030. Avec des mesures drastiques de réduction des émissions de CO2, l'humanité pourrait encore limiter l'augmentation de la température moyenne à 1,6 °C d'ici la moitié du XXIème siècle et l'amener à 1,4 °C d'ici 2100, c'est le scénario le plus optimiste. Même avec cela, le système climatique est déjà suffisamment affecté et les effets continueront à se faire sentir. Ensuite le niveau des mers va continuer à augmenter pendant des centaines ou des milliers d'années. Même si le réchauffement de la planète était stoppé à 1,5 °C, le niveau moyen des mers s'élèverait de 2 à 3 mètres, voire davantage. Aucune région du monde ne sera épargnée par les impacts du changement climatique. Les évènements climatiques extrêmes tels que cyclones, sécheresses et autres vont s'intensifier en force et en fréquence. Le coût de leurs conséquences sociales, économiques et humaines sera bien plus élevé que le coût de toutes les mesures d'atténuation et d'adaptation combinées. Les forêts et les océans qui aujourd'hui absorbent plus de la moitié de nos émissions de CO2 sont menacés et pourraient ne plus rendre ce service si leur dégradation continue. Les effets combinés du réchauffement et de la dégradation pourraient transformer certains puits de carbone en sources d'émissions !

Suite de l'article

Famine à Madagascar: MSF maintient ses opérations d'aide

L'ONG Médecins sans Frontières (MSF), qui craignait de devoir mettre fin à ses opérations d'aide à Madagascar où une grave famine sévit dans le Sud, a annoncé vendredi avoir finalement reçu de nouveaux visas des autorités du pays.

«Neuf nouveaux visas ont été délivrés grâce à l'action des autorités, ce qui va notamment permettre de poursuivre les distributions alimentaires et la prise en charge de la malnutrition», s'est félicitée l'organisation dans un communiqué.

Les frontières malgaches sont fermées depuis mars 2020, en raison de la pandémie de coronavirus. Les équipes de MSF avaient bénéficié d'autorisations spéciales mais le gouvernement avait récemment renforcé la fermeture de l'île, empêchant l'ONG de renouveler ses équipes dont les visas arrivent à échéance.

Les demandes de l'ONG aux autorités pour faciliter l'accès au personnel humanitaire étaient jusqu'ici restées sans réponse.

Le gouvernement ainsi que plusieurs organisations dont MSF ou le Programme alimentaire mondial (PAM) soignent et apportent une aide alimentaire aux plus d'un million de Malgaches, répartis sur une zone du Sud vaste comme la Bulgarie ou Cuba (111.200 km2), qui souffrent de la faim.

Une sécheresse exceptionnelle rend l'agriculture impossible dans cette région. Et des tempêtes de sable ont transformé de vastes étendues de terres arables en friches. Des ravages liés au réchauffement climatique, affirme l'ONU.

La prochaine période de soudure dès octobre (période entre la fin des réserves des récoltes de l'année précédente et l'arrivée des nouvelles récoltes) risque d'aggraver encore la situation.



Le Royaume-Uni s'engage à soutenir Maurice dans ses défis liés au changement climatique

La nouvelle Haute Commissaire britannique à Maurice, Charlotte Anik Rachel Pierre, a rencontré le Premier ministre, hier, au Bâtiment du Trésor.

Au menu des discussions, le réchauffement climatique. Charlotte Anik Rachel Pierre a renouvelé l'engagement de la Grande-Bretagne dans le combat de Maurice contre les effets du changement climatique.

« J'ai parlé avec le Premier ministre et je lui ai affirmé que le Royaume-Uni va s'engager à soutenir Maurice dans sa lutte contre le changement climatique.» annonce la nouvelle Haute Commissaire britannique à Maurice, Charlotte Anik Rachel Pierre.

Énergies renouvelables : Un palier à franchir

Maurice cible 40 % d'énergies renouvelables dans son 'mix' de production d'électricité d'ici 2030 contre 21,7 % actuellement, selon le site de l'Economic Development Board (EDB). Cet objectif projeté est supérieur aux objectifs mondiaux d'IRENA et de SEforALL en matière d'énergies renouvelables qui sont de 30 à 36 % de contribution dans le mix énergétique d'ici 2030. À cet effet, des projets solaires et éoliens de grande envergure d'une capacité totale d'environ 80 MW sont actuellement connectés au réseau, ce qui a entraîné une augmentation de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables primaires de 5,5 % en 2016 à 8,1 % en 2020.

Le gouvernement mauricien vise à atteindre son objectif de doubler la contribution des énergies renouvelables dans le mix énergétique grâce à la mise en œuvre de stratégies ciblées, à savoir, des projets d'énergies renouvelables à grande échelle avec une approche fondée sur des appels d'offres. De plus, les foyers sont encouragés, grâce au 'renewable energy scheme' à générer une partie de leur consommation d'électricité en investissant dans les énergies renouvelables et les technologies à haut rendement énergétique. Idem pour les entreprises, les coopératives ainsi que les organisations religieuses et gouvernementales. Ils sont encouragés à générer une partie de leurs besoins énergétiques à partir de sources d'énergie renouvelables. Aussi, l'Etat jouera le rôle de facilitateur dans l'intégration des énergies renouvelables aux nouveaux projets immobiliers tels que les complexes commerciaux et les villes intelligentes.



La Mauritius Renewable Energy Agency (MARENA) a lancé un appel d'offres pour des consultants en ce sens. L'institution, afin d'atteindre l'objectif de 2030, montre des intérêts pour une exploration des trois nouvelles sources d'énergies pour le pays : l'éolien offshore, l'énergie marémotrice et l'énergie des vagues. L'appel d'offres qui s'adresse aux consultants pour une 'Techno-economic analysis' sera clos le 8 septembre 2021.

Ressources halieutiques : Mise en valeur de la pisciculture

Suite à l'assèchement généralisé des sources d'eau, la population malgache, notamment urbaine, s'est lancée dans la pisciculture. Les régions productrices de ressources halieutiques d'eau douce comme l'Alaotra, l'Itasy, le Bestiboka et Boeny, voient leur production diminuer d'année en année. A Antananarivo, les poissons d'eau douce se font rare. Les deux principales races de poissons de consommation, le Tilapia et la Carpe, sont devenues des aliments de luxe. Les zones périphériques de la capitale commencent à pratiquer la pisciculture, mais manquent encore de savoir-faire.

Dans le village d'Ambatolampy Tsimaha-fotsy, une vingtaine de pisciculture sont actuellement actives. Seulement deux d'entre elles respectent le minimum de norme. Selon un commerçant du village, environ 60 kilos de poissons par jour sont exportés à Antananarivo. Cependant, ces agriculteurs se plaignent d'être confrontés à divers obstacles, les empêchant de pérenniser leur élevage.

Avec la nomination d'un ministre de la pêche et des ressources halieutiques, le secteur pourrait être mis en valeur. En effet, Madagascar possède plus de 9.000 kilomètres de fleuves et de rivières. L'île possède également 1.140.000 km2 de Zones Economiques Exclusives et 300.000 hectares de mangrove. Lors de sa prise de fonction, le ministre a affirmé la mise en valeur de la pisciculture. L'élevage de poisson va être vulgarisé dans toutes les régions avoisinant les fleuves, les rivières et les lacs. Cette vulgarisation sera suivie de formations afin de pérenniser la pratique.

La mise en valeur de la pisciculture est une voie permettant à cette pratique de s'ouvrir à un horizon plus étendu. La formalisation de l'élevage de poissons présente un atout socio-économique durable pour la population malgache, notamment le Sud de l'île qui a besoin d'un projet mettant en valeur les atouts naturels de la région.

5 super beaches in Seychelles to cure you from the COVID travel blahs

By: **Sharon Ernesta**



(Seychelles News Agency) - Nearly 60,000 tourists have arrived in Seychelles since it re-opened its borders to the world on March 25 after shutting off tourism due to the COVID-19 pandemic. Tourism officials are forecasting up to 189,000 visitors by the end of the year.

With its pristine environment and abundance of sun, Seychelles lures visitors to secluded beaches on its main islands of Mahe, Praslin and La Digue.

SNA presents five of those beaches tourists tired of the COVID era are now strolling upon.

Anse Cocos

Located on the third-most populated island of La Digue, Anse Cocos along the coast of Petit Anse is for sure a beautiful sight for sore eyes after a 45-minutes walk. Nestled in the eastern end of the island, visitors can reach the secluded beach after a bike ride from Grand Anse and a leisurely walk on a well-maintained trail.

For a whole day by yourself relax in the golden sun, soaking in the shallow natural pools alongside plenty of shade from the coconut trees.

La Gazette des Comores

COOPÉRATION

Vers un renforcement des capacités institutionnelles de l'ACCI

Jeudi dernier 19 août, s'est déroulé au siège de l'ACCI, une réunion d'information sur la restitution de la mission d'appui institutionnel mené par des experts tunisiens et financé par la Banque Islamique de Développement (BID) et Co-organisé par l'Agence Tunisienne de Coopération Technique (ATCT). Il convient de rappeler que cette mission a démarré sa première phase à distance en février et sa deuxième phase a été effectué en présentiel au sein de l'Agence.

Ont pris part à cette rencontre, le secrétaire d'État chargé de la Coopération Internationale, les Secrétaires Généraux des différents Ministères, des Ambassadeur de l'Union des Comores, le Président des chambres de commerce et des partenaires internationaux. La mission avait pour objectif principal de doter l'Agence comorienne de coopération internationale des outils organisationnels managériaux et en matière de coopération sud-sud et triangulaire (CSST).

Elle avait comme principaux livrables, un manuel de procédure de gestion administrative et financière, un manuel de procédure de programme et de projet de coopération sud-sud et triangulaire, un plan de communication et une charte graphique selon le standard international. La mission a travaillé sur un plan triennal de formation de renforcement des compétences pour l'ACCI pour la période 2022-2024, un canevas de projet (gestion de projet CSST, rapport annuel, programme d'activité etc.).

En outre la conception d'une base de données cartographiques de la CSST à l'Union des Comores et une base de données au niveau de la diaspora comorien et des partenaires et enfin la mise à jour du plan stratégique de l'ACCI 2022-2024 faisaient partie de ladite mission.

Aussi, les différents participants ont souligné l'importance des différents livrables présentés et ont recommandé qu'ils soient partagés et disséminés à toutes les parties prenantes aux Comores. Ils ont souligné que ces outils vont pouvoir aider l'ACCI pour un meilleur positionnement et d'avantage de visibilité sous régionale, régionale et internationale, comme étant l'organe national en charge de l'exécution des projets et programmes de la Coopération technique et de la Coopération sud-sud et triangulaire. Le message principal de la réunion était l'annonce de la démarche pour l'atteinte de l'excellence opérationnelle d'ici 2024 par l'ACCI comme étant l'organe nationale de CSSTr.


Une vue des participants.

A la fin de la séance, Mme Ali Bazi Fatoumia la directrice générale, a réitéré la disponibilité de l'Agence dans l'accompagnement des différents acteurs de la « PLATEFORME COOPERATION » dans la mise en œuvre des projets identifiés et jugés prioritaires pour l'atteinte des objectifs de Plan Comores émergents à l'horizon 2030.

Dans son allocution de clôture, le Secrétaire d'État chargé de la Coopération Internationale a mis l'accent sur la nécessité d'apporter toute l'aide et assistance nécessaires à l'Agence pour l'accomplissement de ses missions. Il a tenu à rappeler tout l'intérêt que le Gouvernement comorien accorde aux activités initiées par l'ACCI dans le cadre de la Coopération Sud-Sud et Triangulaire.

Mmagaza

Les prix à la consommation augmentent de 0,3% en juillet 2021



En juillet 2021, les prix à la consommation augmentent de 0,3 % à La Réunion. La hausse de saison des tarifs aériens et l'augmentation des prix des produits pétroliers qui se poursuit s'accompagnent de l'augmentation des prix de certains services, comme les assurances et la restauration. À l'inverse, les prix des légumes frais reculent, tout comme les prix de certains produits manufacturés.

Les prix à la consommation des ménages augmentent de 0,3 % en juillet 2021 à La Réunion, après + 0,1 % en juin et en mai. Les prix des services, des produits pétroliers et du tabac augmentent, tandis que ceux des produits alimentaires et des produits manufacturés reculent. Sur un an, les prix augmentent de 1,3 % à La Réunion et de 1,2 % en France hors Mayotte.

Les prix des services augmentent

Les prix des services augmentent de 0,9 % en juillet après une stabilité en juin. La hausse saisonnière des tarifs de transports tirée par ceux de l'aérien se poursuit : + 33,3 % après + 13,3 % le mois précédent. Les prix des loyers et des services rattachés augmentent de 0,1 %. Quant aux « autres services », leurs prix augmentent de 0,5 %, notamment sous l'effet de la hausse des prix des assurances automobiles et de la restauration à emporter. Par ailleurs, les prix des services de santé et de communication sont stables. Sur un an, les prix des services augmentent de 0,9 % à La Réunion et de 0,6 % en France. **Suite de l'article**